

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon
ut-83.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Toulon, le 20 janvier 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

publié sur 

PAPREC MEDITERRANEE

Col de la Bigues La Font de Garrel
83390 CUERS

Références : D-UD83-2025-0573

Code AIOT : 0006405527

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté Col de la Bigues La Font de Garrel 83390 CUERS.

La visite entre dans la cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC MEDITERRANEE
- Col de la Bigues La Font de Garrel 83390 CUERS
- Code AIOT : 0100021605 Installation : Avec Titre ☒
- Régime : D
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Sur le site de Cuers, la société PAPREC reçoit du bois (sous statut de déchets ou produits) et végétaux qu'elle broie puis renvoie vers des filières de valorisation. Aucun compostage n'est réalisé. Suite à un incendie en 2017, un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales a été pris le 20/03/2018.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	situation administrative	Code de l'environnement du 11/11/2025, article annexe R511-9	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 3	
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2 de l'annexe 1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Aucune non-conformité n'a été constatée concernant la situation administrative du site et en matière de risque incendie dans le cadre du présent contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/11/2025, article annexe R511-9

Thème(s) : Situation administrative rubriques et régime de classement

Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique 2260-1-a	Régime de classement *
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660.	
1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :	
a) Supérieure à 500 kW	(E)
b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	(DC)

Rubrique 2710-2	
Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 :	
1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	(A)
2. Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t / j et inférieure à 10 t/j	(D)

Rubrique 2171	
Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	
Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	(D)
Rubrique 1532-2-b	
Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public	
1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³	(A)
2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :	
a) Supérieur à 20 000 m ³	(E)
b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	(D)
Rubrique 2794-2	
Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant :	
1. supérieure ou égale à 30t/j	E
2. supérieure ou égale à 5t/j, mais inférieure à 30t/j	(D)
Rubrique 2791-2	
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant :	
1. supérieure ou égale à 10t/j	A
2. Inférieure à 10t/j	DC
Rubrique 2714-2	

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	
Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	(D)

Rubrique 2716-2	
Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	
Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	(DC)

** A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement.*

Constats :

L'exploitant réalise une activité de broyage de déchets verts à hauteur de 15 600 tonnes/an avec des quantités journalières traitées supérieures à 30 tonnes par jour ce qui correspond au régime de l'enregistrement de la rubrique 2794. Par courrier daté du 23/10/2018, l'exploitant a demandé à bénéficier de l'antériorité de cette rubrique créée par décret du 06/06/2018. Par le présent rapport, l'inspection des installations prend acte de cette demande et l'exploitant peut donc réaliser cette activité sous le régime de l'enregistrement qui est encadrée par l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par mail du 03 décembre 2025, l'exploitant indique que la quantité traitée est de 70t/j.

Le broyage de déchets verts nécessite en amont la réception et l'entreposage de déchets verts qui relève de la rubrique 2716 (transit de déchets verts) sous le régime de la déclaration. L'exploitant a demandé par ce même courrier du 23/10/2018 à bénéficier de l'antériorité pour cette rubrique. Le volume de ces déchets est de 720m³ (420m³ max de déchets en attente de broyage et 300m³ de broyats).

L'exploitant réalise par ailleurs une activité de broyage de bois sous différents statuts: produit ou déchet.

Lorsque le bois est broyé sous le statut de produit, il relève de la rubrique 2260 alors qu'il relève de la rubrique 2791 lorsqu'il est considéré comme un déchet.

L'activité liée à la rubrique 2260 a été déclarée par l'exploitant et a fait l'objet d'un accusé de réception le 06/06/2005. Les justificatifs concernant la sortie du statut de déchets des broyats de bois ont été transmis par mail du 03/12/2025. L'entreposage de ce bois est répertorié sous le régime de la

déclaration de la rubrique 1532 qui a fait l'objet d'un récépissé de déclaration le 25/01/2023.

L'exploitant a demandé le bénéfice d'antériorité des activités relevant des rubriques 2714(régime DC) et 2791 (régime A) par courrier du 06 juin 2013 suite à la création de la rubrique 2791 par décret du 13/04/2010. Pour cette dernière et au vu des faibles quantités (5tonnes par jour), c'est le régime de déclaration qui s'applique pour la rubrique 2791.

Avant l'incendie de 2017, l'exploitant réalisait une activité de compostage et avait déclaré les activités relatives aux rubriques 2170 et 2171. Ces activités ne sont plus d'actualité et l'exploitant a demandé la modification de la nomenclature par courriers du 23/10/2018 et 29/01/2020.

Pour conclure, les activités réalisées sur site relèvent des rubriques :

Rubrique	Régime	quantités
2794-2	enregistrement	70t/j
2716-2	déclaration	720m3
2260-2-b	déclaration	191kW
2714-2	déclaration	À définir, maximum 1000m3
1532-2-b	déclaration	8000m3
2791-2	déclaration	5t/j

Les activités liées aux rubriques suivantes ne sont plus réalisées sur le site :

Rubrique	Régime	Demande de modification de nomenclature faite par courriers du :
2170	D	23/10/2018 et 29/01/20
2171	D	23/10/2018 et 29/01/20

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser le volume maximum susceptible d'être présent dans l'installation au titre de la rubrique 2714-2 comme demandé par courrier du 05 novembre 2013 par la préfecture du Var.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 3

Thème(s) : Risques accidentels Risque incendie

Prescription contrôlée :

Afin de prévenir les risques d'incendie au sein et à l'extérieur du site, et compte-tenu de la nature et du volume d'activités résiduelles, l'exploitant devra respecter les dispositions suivantes :

- un débroussaillage est réalisé à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre du site, sur une distance minimale de 100 m à partir des zones de broyage et de transit des déchets et dont les 50 premiers mètres sont constitués d'un glacis ;
- une piste périmétrale autour du site, d'une largeur minimale de 4 m, est en permanence maintenue dégagée pour permettre la circulation des engins de lutte contre l'incendie;
- la défense extérieure contre l'incendie est assurée par une ou plusieurs citernes d'eau totalisant une quantité d'eau minimale utile de 240 m³ sur site. Cette capacité peut être réalisée par deux entités d'une contenance de 120 m³;
- si plusieurs citernes constituent une capacité de 120 m³, ces citernes sont reliées entre elles, pour former un seul volume, doté d'un seul point d'aspiration, avec une plateforme d'aspiration unique de dimensions 8 x 4 m ;
- une des deux réserves d'eau de 120 m³ est positionnée à l'intérieur du site, à proximité de l'accès à la voie publique ;
- l'installation des capacités doit être conforme aux dispositions techniques définies par le service départemental d'incendie et de secours ;
- ces capacités sont réalimentées de telle sorte que, même en cours d'intervention des services de secours, un volume d'eau minimal de 120 m³ est maintenu disponible sur site ;
- la mise en place de moyens de secours propres au site :
 - * deux motopompes portatives ou un système hydraulique équivalent, en capacité de délivrer 1000 L/min à 400 m et 2 lances canons sur affût au sol d'un débit unitaire de 250 à 500 L/min;
 - * des extincteurs adaptés aux risques présents positionnés sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques ;
 - * des produits inertes de type terre et/ou sable d'un volume de 40 à 50 m³ positionnés sur le site et accessibles par le chargeur visé ci-dessous ;
- les eaux d'extinction incendie sont confinées dans un bassin étanche dont, a minima, 300 m³ de la capacité totale sont dédiés à cette fonction ;
- un chargeur de chantier est disponible en permanence pour assurer une éventuelle intervention sur les divers stockages et un conducteur qualifié doit être mis à disposition en cas d'intervention des

services d'incendie et de secours ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, téléphone, téléphone portable ou tout autre outil de communication, est installé ;

- une caméra thermique se trouve en permanence sur le site. Des relevés quotidiens de température des stockages de déchets verts et de broyats sont effectués. Les résultats sont consignés dans un journal des mesures.

Constats :

Le dernier débroussaillage a été réalisé le 01/06/2026, une facture accompagnée d'un plan a été fournie par mail du 20/11/2025. Une démarcation de la végétation était visible à partir des zones de broyage et de transit des déchets. L'exploitant indique débroussailler les zones dont il est propriétaire mais qu'ENEDIS entretient la zone sous la ligne électrique et que la DFCI est entretenue par la commune.

La piste périmétrale existe. Elle est d'une largeur supérieure à 4m et n'est pas encombrée.

Deux réserves d'eau incendie de 120m³ chacune, souples et couvertes d'une structure métallique assurent le volume de 240m³ nécessaire à l'installation. L'une se situe à l'entrée du site, et l'autre à l'Ouest de la zone de stockage/broyage. Cette disposition permet d'assurer l'extinction d'un incendie en tout point du site.

L'aspiration est réalisée via une motopompe d'une puissance maximale de 2000L/mn. L'exploitant dispose d'un canon portable à balayage automatique fournissant un débit entre 500 et 2000L/min selon la distance et la pression et de deux lances canon sur affût au sol d'un débit unitaire minimal de 500 L/min. Les fiches techniques de la motopompe et des lances canon ont été fournies par mail du 20/11/2025. Le site n'étant pas raccordé à l'eau potable, les réserves d'eau sont , au besoin, réalimentées par camion citerne.

L'exploitant dispose de produits inertes dans les volumes attendus par la prescription contrôlée. Les eaux incendies sont récupérables dans un bassin de rétention dont un volume libre de 300m³ est assuré via un repérage visuel.

Un chargeur est présent en permanence sur le site, son conducteur dispose du CACES (attestation fournie par mail du 20/11/2025)

Le moyen de communication utilisé par le personnel est un téléphone portable. Le site dispose de caméras thermo-graphiques. Le Journal des mesures du mois en cours est présenté durant l'inspection ainsi que la procédure associée. Ces caméras sont reliées à un système de télésurveillance 24h/24.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2 de l'annexe 1

Thème(s) : Risques accidentels Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local.

Ces matériels doivent être correctement entretenus et maintenus en bon état. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les moyens d'alerte, se reporter au point de contrôle n°2.

Le plan facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours est affiché à l'entrée du site et a été transmis par mail du 03/12/2025.

S'agissant des extincteurs, le registre de maintenance a été présenté lors de l'inspection. La vérification annuelle est réalisée conformément aux exigences. Par sondage, les dates mentionnées dans le registre sont cohérentes avec celles apposées sur les extincteurs.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :